**Original : anglais/français**

**Plans de pêche de l’espadon de la Méditerranéen soumis en 2025**

**Rec. 16-05**

Le paragraphe 10 de la [*Recommandation de l’ICCAT pour remplacer la Recommandation 13-04 de l’ICCAT et établir un programme pluriannuel de rétablissement pour l'espadon de la Méditerranée* (Rec. 16-05)](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-F/2016-05-F.pdf) stipule ce qui suit : « À partir de 2018, les CPC devront soumettre tous les ans à l'ICCAT leur plan de pêche, avant le 15 mars. Ce plan devra inclure des informations détaillées concernant le quota alloué par type d’engin, y compris aux pêcheries sportives et récréatives (le cas échéant) ainsi que les prises accessoires ».

Des plans de pêche ont été reçus dans les délais de l'Algérie, de l’Égypte, du Maroc, de la Tunisie, de la Türkiye et de l'Union européenne.

**Plans de pêche, d'inspection et de gestion de la capacité**

**de l’espadon de la Méditerranée**

**Algérie**

**Année du plan de pêche : 2025**

**1. Introduction**

Le plan de pêche de l’Algérie pour 2025 repose sur la Recommandation 16-05, en vigueur, notamment l’article 10. Ces dispositions ont été intégrées dans la législation nationale, en particulier la loi 01-11 relative à la pêche et à l’aquaculture, modifiée et complétée, ainsi que le décret exécutif n°03-481 fixant les conditions d’exercice de la pêche modifié et complété. Parmi ces arrêtés figure celui du 25 février 2018 (J.O n°17 du 18 mars 2018), définissant la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale*.*

Pour 2025, l’Algérie met en œuvre son plan pour capturer un quota de 472,33 tonnes. La flottille nationale autorisée comprend 495 navires artisanaux mesurant entre 4 et 14,3 m, ciblant exclusivement l’espadon, en respectant les exigences de la Recommandation 16-05 et de la législation nationale. Un quota de 1 %, soit 4,7 tonnes, est déduit du quota global pour les prises accessoires et accidentelles.

**2. Détails du plan de pêche**

Le plan de pêche à l’espadon en Méditerranée pour 2025 est conçu pour garantir le respect du quota de l’Algérie et des dispositions législatives, notamment la loi 01-11 relative à la pêche et à l’aquaculture, modifiée et complétée, ainsi que le décret exécutif n°03-481 fixant les conditions d’exercice de la pêche modifié et complété. Cela inclut l’arrêté du 25 février 2018, définissant la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux sous juridiction nationale.

Conformément à la Recommandation 16-05 de l'ICCAT, les quotas individuels pour les navires autorisés à pêcher l’espadon sont fixés chaque année selon une méthode équitable. En 2025, une flottille de 495 navires artisanaux mesurant entre 4 et 14,3 m ciblera exclusivement l’espadon, conformément à la réglementation algérienne. Chaque navire reçoit une autorisation de pêche annuelle délivrée par l’Administration des pêches, avec une période de fermeture du 1er janvier au 31 mars.

Les prises accessoires, représentant 1 % du quota global, soit 4,7 tonnes, sont débarquées, déclarées et comptabilisées. En cas de dépassement, les quantités excédentaires sont déduites du quota national. Le service national de garde-côtes assure le contrôle et l’inspection en mer, en collaboration avec les inspecteurs de la pêche dans les ports. Un dispositif veille à ce que les quantités d’espadon débarquées respectent le quota individuel et la taille minimale marchande.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Exigence ICCAT (cf.* [*Rec. 16-05*](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2016-05-f.pdf)*)* | *Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre* | *Législation ou règlementations nationales pertinentes (selon le cas)* | *Note* |
| **1** | **Plan de développement de la flottille (paragraphe 9)** | La pêche à l’espadon en Algérie est une pêche purement artisanale de persistance, exercée par des navires dont la majorité possède une longueur inférieure à 14 m et de faible puissance motrice avec des courtes marées. Dans le but d’un meilleur suivi et organisation de ce type de pêcherie, l’administration de la pêche suit de près cette activité artisanale et de subsistance à travers ces directions locales décentralisées. | Loi n° 15-08 du 2 avril 2015 modifiant et complétant la loi n° 01- 11 du 3 juillet 2001 relative de la pêche et de l’aquaculture.  Décret exécutif nº03-481 du 13 décembre 2003 fixant les conditions et les modalités d’exercice de la pêche modifié et complété et les arrêtés d’application. |  |
| **2** | **Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragraphes 11-13)** | Conformément aux paragraphes 11-13, la période de fermeture est fixée du 1er janvier au 31 mars. | Arrêté du 25 février 2018 fixant la période de fermeture de la pêche de l’espadon dans les eaux sous juridiction nationale. |  |
| **3** | **Pêcheries récréatives et sportives (paragraphes 21-26)** | Les pêcheries récréatives et sportives ciblant l’espadon n’existent pas en Algérie. |  |  |
| **4** | **Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragraphe 30)** | Les prises accessoires seront déduites du solde de 4,7 t alloué aux prises accessoires ou du quota algérien dans le cas du dépassement du solde réservé aux prises accessoires. |  |  |
| **5** | **Enregistrement et déclaration de la capture (paragraphes 35-37)** | Les prises (en nombre et en poids/taille) sont enregistrées dans un journal de pêche ainsi que dans les fiches de collecte d’informations portant sur les opérations de pêche, et renseignées sur le système national des statistiques. Néanmoins, vu qu’il s’agit d’une pêche artisanale, la flottille palangrière ciblant l’espadon est composée de navires ayant une taille inférieure à 15 m, les coordonnées exactes des opérations de pêche ne sont pas reportées. En application du paragraphe 37 de la Recommandation de l’ICCAT 16- 05, l’Algérie déclare le volume d'espadon de la Méditerranée capturé par les navires battant leur pavillon national dans les 30 jours suivant la fin de la période durant laquelle les captures ont été réalisées. | Loi 01-11 modifiée et complétée relative à la pêche et l’aquaculture.  Décret exécutif n° 08-181 du 23 juin 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la pêche.  Arrêté du 16-04-2006 fixant le journal de pêche. |  |
| **6** | **Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragraphe 34)** | S’agissant du contrôle, des contrôles réguliers et inopinés sont effectués par le service national des gardes de côtes en mer et à chaque entrée au niveau des points d’accès des ports, pour veiller au respect de la réglementation en vigueur notamment le respect de la période de fermeture de la pêche ainsi que la taille minimale marchande.  Les enregistrements des débarquements et le respect du quota. Ces tâches sont effectuées par les inspecteurs de la pêche déployés au niveau des ports de débarquement désignés et communiqués à l’ICCAT. | Loi 01-11 modifiée et complétée relative à la pêche et l’aquaculture.  Décret exécutif n° 08-181 du 23 juin 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la pêche.  Arrêté du 16-04-2006 fixant le journal de pêche. |  |
| **7** | **Observateur scientifique de la CPC (paragraphe 44)** | Cette exigence est difficile à appliquer en raison des contraintes liées à l'embarquement d'observateurs scientifiques à bord. La principale difficulté réside dans l'exiguïté des embarcations de pêche, qui ne sont pas pontées et ne permettent pas l'accueil de scientifiques. Face à cette contrainte, l'Algérie a adopté une approche alternative. | Aucun dispositif à bord.  Décret exécutif n° 08-181 du 23 juin 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée de la pêche. | Des mesures alternatives sont utilisées par le contrôle au débarquement des prises et l’échantillonnage biologique par des inspecteurs de la pêche, qui sont dans la majorité des biologistes de formation, mais aussi, par le personnel scientifique relevant du CNRDPA, déployé au niveau des stations régionales et en communication et collaboration avec les inspecteurs de la pêche. |
| **8** | **Autres exigences (spécifier)** |  |  |  |

**Plan d'inspection**

***a) Inspection et contrôle de la CPC (paragraphe 13)***

L’Algérie a instauré une période unique de fermeture de la pêche à l’espadon, du 1er janvier au 31 mars de chaque année. Le contrôle et l’inspection de cette activité reposent sur plusieurs mécanismes :

* Contrôles en mer : le Service National des Garde-Côtes, en tant qu’autorité de police maritime, veille au respect de la réglementation et assure une surveillance active.
* Contrôles aux ports : les garde-côtes effectuent des inspections au niveau des points d’accès portuaires pour garantir la conformité des débarquements.
* Surveillance des débarquements : les inspecteurs de pêche, relevant de l’administration chargée de la pêche, vérifient les quantités débarquées et s’assurent du respect de la période de fermeture afin de prévenir toute infraction.

Ces inspecteurs, spécialement formés et expérimentés, rédigent des rapports hebdomadaires qui sont transmis aux Directions de la Pêche décentralisées, puis à la direction centrale en charge du contrôle et du suivi des activités de pêche.

***b) Inspection internationale conjointe (paragraphes 39-41 ; annexe 1****[[1]](#footnote-2)****)***

L’Algérie dispose d’une flottille artisanale, opérant dans les eaux sous juridiction nationale. À ce titre, l’Algérie ne détachera pas au titre de l’année 2025 un navire d’inspection internationale conjointe pour l’inspection de la pêche à l’espadon dans les eaux internationales.

**Plan de gestion de la capacité (paragraphes 6-10)**

La capacité de pêche de l’Algérie est représentée par une flottille de 495 navires devant s’atteler au quota alloué à l’Algérie, à savoir 472,33 tonnes. La liste de navire ciblant l’espadon recensée et arrêtée avec les quotas individuels et transmise à l’ICCAT en date du 15 janvier 2025 (cp01-VesseL\_stDZA2025).

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Flottille de navires**  **MED-SWO** | **En choisir un** | | **Flottille totale (navires)** | | | | | |
| **Type** | **Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)** | **Nombre de navires dans période de référence (année 2016)** | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Palangrier de plus de 40m | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier entre 24 et 40 m | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier de moins de 24 m | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne à la main | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Harpon | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sportive/récréative (canne et moulinet) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Madrague | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre (à spécifier) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre total de navires < 7 m | 0 | 0 | 215 | 209 | 177 | 202 | 310 | 202 |
| Nombre total de navires > 7 m | 0 | 0 | 285 | 291 | 323 | 294 | 205 | 293 |
| Flottille totale | 0 | 0 | 500 | 500 | 500 | 496 | 515 | 495 |
| Quota | 0 | 0 | 501,97 | 486,91 | 472,30 | 472,33 | 472,33 | 472,33 |
| **Quota ajusté (le cas échéant)** | 0 | 0 | **496,95** | **482,04** | **467,6** | **467,63** | **467,63** | **467,63** |

**Égypte**

**Année du plan de pêche : 2025**

1. **Introduction**

Les dispositions de la Recommandation 16-05, qui restent en vigueur, ont été mises en œuvre dans la Résolution nationale n°291/2023.

Conformément à la *Recommandation de l’ICCAT sur les limites de capture pour l'espadon de la Méditerranée* (Rec. 24‑11), adoptée lors de la 24e réunion extraordinaire de l'ICCAT, l'Égypte met en œuvre son plan de pêche pour 2025 afin de capturer 125 t. Six navires de pêche égyptiens capturent l’espadon en Méditerranée, il s'agit de palangriers d'une longueur inférieure à 15 m.

Les captures totales d'espadon de la Méditerranée (125 t) sont réparties équitablement entre les six palangriers. L'Égypte a déduit 1 % du quota national pour l’espadon de la Méditerranée capturé comme prise accessoire et accidentelle.

1. **Détails du plan de pêche**

Le plan de pêche de l'espadon de la Méditerranée pour 2025 vise à garantir que l'Égypte respecte les limites de son quota tout en se conformant à la législation et à la réglementation nationales. Il s'agit notamment des dispositions du décret n°291/2023, qui définit les conditions de pêche et la période de fermeture de la pêche de l'espadon dans les eaux nationales. Le plan est également conforme aux dispositions de la Recommandation 16-05 de l’ICCAT.

En 2025, le quota de pêche de l'espadon sera utilisé par une flottille de six navires de pêche d'une longueur inférieure à 15 m.

Ces navires opèrent dans le cadre de la réglementation égyptienne en vigueur en matière de pêche. Chaque navire pêchant activement l'espadon en 2025 devra obtenir une autorisation de pêche annuelle auprès de l'administration des pêches. En outre, tous les navires sont soumis à la période de fermeture obligatoire du 1er janvier au 31 mars.

En ce qui concerne les prises accessoires, toutes les captures doivent être débarquées, enregistrées et déduites du quota global d'espadon de l'Égypte. L'allocation pour les prises accessoires est fixée à 1 % du quota national (équivalent à 1,25 t). Si cette limite est dépassée, l'excédent sera déduit du quota total alloué à l'Égypte.

Le Service national des garde-côtes est chargé du contrôle et de l'inspection en mer et veille au respect des réglementations en matière de pêche.

Dans les ports de pêche désignés, le service national des garde-côtes, ainsi que les inspecteurs des pêches, supervisent la surveillance, le contrôle et l'application des réglementations relatives à la pêche. Il s'agit notamment de vérifier que les débarquements d'espadon sont conformes aux quotas individuels des navires et respectent les exigences en matière de taille commerciale minimale.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Exigence ICCAT*  *(cf.* [*Rec. 16-05*](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2016-05-f.pdf)*)* | *Explication des actions prises par la CPC à des fins de mise en œuvre* | *Lois ou règlementations nationales pertinentes*  *(Selon le cas)* | *Note* |
| **1.** | **Plan de développement de la flottille (paragraphe 9)** | L'Égypte commencera la saison de pêche de 2025 avec six palangriers d'une longueur inférieure à 15 m. | Résolution No. 291/ 2023 |  |
| **2.** | **Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragraphes 11-13)** | La saison de pêche sera fermée du 1er janvier au 31 mars. | Résolution No. 291/ 2023  Article 2, paragraphe 2. |  |
| **3.** | **Pêcheries récréatives et sportives (paragraphes 21-26)** | Les pêcheries sportives et récréatives ciblant l'espadon ne sont pas autorisées. | Résolution No. 291/ 2023  Article 5. |  |
| **4.** | **Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragraphe 30)** | La tolérance pour les prises accessoires est fixée à 1 % du quota national (équivalent à 1,25 t). Si cette limite est dépassée, l'excédent sera déduit du quota total alloué à l'Égypte. |  |  |
| **5.** | **Enregistrement et déclaration de la capture (paragraphes 35-37)** | Le nombre et la taille/le poids des captures sont enregistrés dans un carnet de pêche et documentés sur des fiches de collecte d'informations détaillant les opérations de pêche. Ces données sont ensuite transmises au système statistique national. La flottille de palangriers ciblant l'espadon se compose de navires de moins de 15 m de long. Conformément au paragraphe 37 de la Rec. 16-05 de l’ICCAT, l'Égypte soumet des rapports sur le volume d'espadon de la Méditerranée capturé par les navires battant son pavillon national dans les 30 jours suivant la fin de la période de pêche. |  |  |
| **6.** | **Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragraphe 34)** | En cas de débarquement, toutes les captures débarquées devront être pesées et inspectées sur les lieux du débarquement par des inspecteurs nationaux en fonction du quota autorisé, de la taille de la flottille et de l'effort de pêche. |  |  |
| **7.** | **Observateur scientifique de la CPC (paragraphe 44)** | Tous les navires de pêche de plus de 15 m ciblant l'espadon sont tenus de déployer des observateurs scientifiques nationaux à bord d’au moins 5% de leurs palangriers. |  |  |
| **8.** | **Autres exigences (spécifier)** |  |  |  |

**Plan d’inspection**

***a) Inspection et contrôle de la CPC (paragraphe 13)***

La saison de pêche sera fermée du 1er janvier au 31 mars. Tous les navires de pêche devront assurer une couverture complète de l'inspection pendant la saison de pêche de l’espadon de 2025 par les inspecteurs de la LFRPDA.

***b) Inspection internationale conjointe (paragraphes 39-41 ; annexe 1****[[2]](#footnote-3)****)***

Non applicable, car l’Égypte a moins de 50 navires de capture participant à la pêche à l'espadon en Méditerranée.

**Plan de gestion de la capacité (paragraphes 6-10)**

Cf. tableau ci-après.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Flottille de navires de SWO-MD** | **En choisir un** | | **Flottille totale (navires)** | | | | | | |
| **Type** | **Nombre de navires pendant la période de référence (moyenne de**  **2013-2016)** | **Nombre de navires pendant la période de référence**  **(Année 2016)** | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Palangrier de plus de 40 m |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier entre 24 et 40 m |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |  |
| Palangrier de moins de 24m |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 |  |
| Ligne à main |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Harpon |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pêche sportive/récréative (canne et moulinet) |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Madrague |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre (à préciser) |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre total de navires < 7m |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre total de navires> 7m |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 |  |
| Flottille totale |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 7 |  |
| Quota |  |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 75 | 100 | 125\* |
| **Quota ajusté (le cas échéant)** |  |  | **0** | **0** | **0** | **0** |  |  |  |

\* Un montant de 1% du quota, soit 1,25 t, déduit du quota national, est réservé aux prises accessoires d'espadon.

**Union européenne (UE)**

**Année du plan de pêche : 2025**

**1 Introduction**

L'Union européenne (UE) présente son plan de pêche dans le cadre du programme pluriannuel de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée (SWO-MD), Rec. 16-05 de l’ICCAT.

Les sept États membres pêchant activement l’espadon de la Méditerranée sont la Croatie, Chypre, la France, la Grèce, l’Italie, Malte et l’Espagne. Ces États membres de l’UE pêchent avec une variété d’engins de pêche et la majorité des quotas est attribuée au secteur palangrier. Cependant, les captures sont également effectuées par des secteurs plus artisanaux tels que les palangriers de moins de 12 m, les ligneurs à la main et les harpons. Les sept États membres de l’UE coopèrent également pour mettre en œuvre un plan commun de déploiement des moyens d’inspection et de surveillance, en coordination avec la Commission européenne et l’Agence européenne de contrôle des pêches (AECP).

Le programme de rétablissement de l'espadon de la Méditerranée (Recommandation de l'ICCAT 16-05) a été transposé dans la législation de l’UE par le règlement (UE) 2019/1154[[3]](#footnote-4).

En outre, en 2023, l'UE a adopté le règlement de contrôle révisé (UE) 2023/2842[[4]](#footnote-5), dont les nouvelles dispositions visent à créer un système de contrôle des pêcheries plus moderne et plus cohérent dans l'UE et à protéger les ressources marines.

**2. Détails du plan de pêche**

Le règlement (UE) 2019/1154 met en œuvre la Rec. 16-05. Il établit, entre autres, une période de fermeture pour les navires ciblant l'espadon de Méditerranée et, avec le règlement (UE) n°2025/202, il définit la période de fermeture applicable aux navires ciblant le germon méditerranéen.

Conformément au total admissible des captures (TAC) actuel et de manière similaire à 2024, le quota pour l'UE en 2025 est fixé dans le règlement (UE) 2025/202 du Conseil à 6.363,63 t.

Le règlement (UE) 2019/1154 exige que les États membres de l'UE fournissent les listes des navires autorisés à participer à la pêche en 2025 conformément aux délais de notification fixés au paragraphe 27 de la Recommandation 16-05. Cette liste a été transmise au Secrétariat de l’ICCAT.

Ce plan de pêche transmet le plan d'inspection de l'UE, couvrant toutes les pêcheries méditerranéennes, y compris les pêcheries d'espèces hautement migratoires, et est en mesure de répondre efficacement aux exigences de contrôle de ces pêcheries. Le plan est en grande partie inchangé par rapport aux années précédentes.

L’UE réalise un suivi en temps réel de la pêcherie d’espadon de la Méditerranée et s'est engagée à prendre les mesures nécessaires pour assurer le plein respect de la Recommandation 16-05 de l'ICCAT.

|  | *Exigence ICCAT*  *(cf.* [*Rec. 16-05*](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2016-05-f.pdf)*)* | *Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre* | *Législation ou règlementations nationales pertinentes (selon le cas)* | *Note* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **1** | **Plan de développement de la flottille (paragraphe 9)** |  |  | Non applicable |
| **2** | **Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragraphes 11-13)** | La période de fermeture est mise en œuvre entre le 1er janvier et le 31 mars 2025. | La période de fermeture est mise en œuvre par le biais de l’Annexe ID du règlement (UE) nº 2025/202 du 30 janvier 2025 et à l'article 10 (1) du règlement (UE) 2019/1154.  Les États membres précisent la période de fermeture dans les termes de la licence/autorisation. | L'application des périodes de fermeture de la pêche est assurée par les centres de surveillance des pêches (FMC) des différents États membres, qui sont opérationnels 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et disposent d'alarmes et de fonctionnalités permettant de détecter d'éventuelles activités de pêche en dehors des saisons.  Dans le cadre du programme spécifique de contrôle et d’inspection de l’UE et du JDP, les missions d’inspection et de surveillance en mer sont consacrées à la vérification de l’application des saisons de pêche. |
| **3.** | **Pêcheries récréatives et sportives (paragraphes 21-26)** | Seul un État membre de l'UE (UE-Italie) autorise la pêche récréative, conformément aux Recommandations de l’ICCAT. À partir de 2025, l'UE-France interdit la rétention pour la pêche récréative.  Seule la canne et moulinet est autorisée pour la pêche récréative. Toutes les captures sont déduites du quota de l'UE.  La commercialisation de l'espadon de la Méditerranée capturé dans le cadre de la pêche sportive et récréative est interdite. | Les articles 29 et 30 du règlement (UE) 2019/1154 établissent des mesures de gestion et de contrôle pour la pêche récréative et sportive.  La gestion des pêcheries récréatives relève de la responsabilité des États membres de l'UE et est réglementée par leur cadre réglementaire national. | La manière dont ces dispositions sont mises en œuvre varie selon les États membres de l'UE, y compris dans certains cas une interdiction totale des activités de pêche sportive et récréative par certains États membres de l’UE. |
| **4.** | **Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragraphe 30)** | Les prises accessoires d'espadon de la Méditerranée ne devront dépasser à aucun moment, après une opération de pêche, la limite de prises accessoires que les États membres établissent dans leurs plans de pêche annuels pour le total des captures à bord en poids ou en nombre de spécimens.  UE-Chypre : 5% des prises.  UE-Espagne : 1 spécimen par sortie et par jour.  UE-France : 10 spécimens par an et par navire, sans dépasser un spécimen par opération de pêche et par jour.  UE-Grèce : 10 tonnes de la limite de capture sont réservées aux prises accessoires.  UE-Croatie : Les prises accessoires ne sont autorisées que pour la pêche à la senne et à la palangre de fond. Dans le cas de la pêche à la senne, la prise accessoire est limitée à un poisson par navire et par jour et ne doit pas dépasser 20 % du poids de la capture totale au point de débarquement. Dans le cas de la palangre de fond, lorsqu'une opération de pêche dure plus de 24 heures, il est permis de débarquer au maximum deux poissons par navire, mais le poids total de l'espadon ne doit pas dépasser 20 % du poids de la capture totale au point de débarquement.  UE-Italie : 5 % des débarquements et limite annuelle de 250 kg par navire ne ciblant pas l’espèce.  UE-Malte : tous les navires susceptibles de capturer accidentellement de l'espadon sont autorisés à conserver les captures. | Article 13, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/1154 |  |
| **5.** | **Enregistrement et déclaration de la capture (paragraphes 35-37)** | Le cadre réglementaire de l'UE impose que les navires de l'UE mettent pleinement en œuvre l'obligation d'enregistrer toutes les captures dans le carnet de pêche (papier ou électronique). Toutes les captures d'espadon de la Méditerranée, y compris les rejets (le cas échéant), sont décomptées du quota de l'UE.  Les données sont communiquées par les États membres à la Commission européenne, qui transmet à l’ICCAT des rapports trimestriels sur les captures nominales. Lorsque les captures cumulées d'espadon de la Méditerranée ont atteint 80 % du quota national, les États membres du pavillon transmettent à la Commission les données relatives aux captures sur une base hebdomadaire. | En ce qui concerne la collecte et la déclaration des captures : art. 21 du règlement (UE) 2019/1154 et art. 33 du règlement (UE) 2009/1224.  En ce qui concerne l'obligation d'enregistrer les captures dans le carnet de pêche : art. 14 du règlement (UE) 2009/1224. |  |
| **6.** | **Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragraphe 34)** | Les captures d'espadon de la Méditerranée ne sont débarquées ou transbordées que dans les ports désignés.  Les navires sont tenus d'envoyer une notification préalable à l'autorité compétente de l'État membre ou de la CPC dont ils ont l'intention d'utiliser les ports ou l'installation de débarquement. En vertu de la législation de l'UE, la notification préalable (PNO) est obligatoire pour tous les navires de l'UE d'une longueur hors tout égale ou supérieure à 12 mètres, ainsi que pour les navires de pêche de l'UE d'une longueur hors tout inférieure à 12 mètres figurant sur la liste des navires transmise au Secrétariat de l’ICCAT (c'est-à-dire les navires autorisés à capturer l'espadon de la Méditerranée).  Le contrôle des débarquements est mis en œuvre par le biais du cadre réglementaire de l'UE. Les déclarations de débarquement sont obligatoires pour les navires de plus de 10 mètres et complétées par un échantillonnage pour les navires de moins de 10 mètres.  Sur la base d'une évaluation annuelle des risques, les services d'inspection de l'UE incluront dans leurs plans de contrôle nationaux des critères de référence pour les inspections en mer, à terre et dans la chaîne commerciale pour les pêcheries d'espadon de la Méditerranée.  Les critères d'inspection sont fixés par la décision d'exécution (UE) 2018/1986[[5]](#footnote-6) de la Commission établissant des programmes spécifiques de contrôle et d'inspection. | En ce qui concerne la notification préalable : l’article nº17 du règlement (CE) n°1224/2009 et les articles nº23 et 24 du règlement (UE) 2019/1154 établissent l'obligation d'envoyer une notification préalable. |  |
| **7.** | **Observateur scientifique de la CPC (paragraphe 44)** | Une partie des tâches scientifiques est couverte par le règlement de collecte de données [[6]](#footnote-7). | L'article 20 du règlement (UE) 2019/1154 établit des programmes d'observateurs scientifiques nationaux à bord des palangriers pélagiques pêchant l'espadon de la Méditerranée.  Les plans nationaux de collecte de données incluent l'espadon de la Méditerranée comme l'une de leurs priorités pour la Méditerranée. |  |
| **8.** | **Autres exigences (spécifier)** | La période de fermeture du 1er octobre au 30 novembre s'applique aux palangriers ciblant le germon de la Méditerranée (*Thunnus alalunga*). Une liste de navires a été communiquée au Secrétariat de l’ICCAT, conformément à la Recommandation 21-06 de l’ICCAT.  Les navires de pêche ciblant l'espadon de la Méditerranée peuvent conserver à bord, transborder, transférer, débarquer, transporter, stocker, vendre, exposer ou mettre en vente des captures accidentelles d'espadons de la Méditerranée sous-taille de référence pour la conservation, à condition que ces captures ne dépassent pas 5 % en poids ou en nombre de spécimens du total des captures d'espadons de la Méditerranée effectuées par les navires de pêche concernés. | La période de fermeture est mise en œuvre par le biais de l'annexe ID du règlement (UE) n° 2025/202 du 30 janvier 2025 et à l'article 10(2) du règlement (UE) 2019/1154.  En ce qui concerne le MCRS : art. 12 du règlement (UE) 2019/1154. |  |

**Plan d'inspection**

***a) Inspection et contrôle de la CPC (paragraphe 13)***

En vertu de la politique commune de la pêche (PCP), la responsabilité principale du contrôle et de l’exécution incombe aux autorités de l’État membre.

La Commission européenne et l’AECP travaillent en collaboration avec les États membres afin de garantir la transposition, dans le droit de l'UE et des États membres, des dispositions établies par l’ICCAT, ainsi que leur exécution intégrale. Les outils mis en place sont détaillés au point b) ci-dessous. En outre, les activités de vérification suivantes sont menées par la Commission européenne :

*i. Inspections de la Commission européenne*

Alors que leurs compétences et leurs mandats sont différents, la Commission européenne dispose également de son unité dédiée dont le rôle principal consiste à suivre et d’évaluer le respect par les États membres des obligations légales établies dans le cadre de l’UE, y compris celles découlant des règles de l’ICCAT. Les principaux outils utilisés par la Commission à cette fin sont les vérifications, les inspections autonomes et les audits.

Une unité spécifique de la Direction des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE) effectue ces vérifications de manière régulière. Cette supervision par la Commission européenne de l'activité de contrôle exercée par les États membres, qui est prévue au titre X du règlement nº1224/2009, « évaluation et contrôle par la Commission », est une couche supplémentaire qui permet d'assurer un contrôle efficace. À cet égard, si la Commission européenne estime que des irrégularités ont été commises dans la mise en œuvre des règles, elle assure le suivi des lacunes constatées en utilisant différents outils tels que les enquêtes administratives, les projets pilotes de l'UE ou les plans d'action. Si les autorités de l'État membre ne corrigent pas les lacunes, la Commission européenne peut ouvrir une procédure d'infraction contre l'État membre.

Bien que le programme d’inspection puisse encore faire l’objet de modifications compte tenu des particularités de la campagne de pêche de 2025, les inspecteurs de la Commission européenne seront une fois de plus actifs en 2025.

*ii. Système de suivi des navires et équipe d’opérations*

Tous les navires seront surveillés de manière continue par VMS et toute interruption dans la transmission des données VMS fera immédiatement l’objet d’un suivi en concertation avec l’État membre concerné.

Les États membres surveillent en permanence l'activité de leurs flottilles, par l'intermédiaire de leurs centres de surveillance des pêches (FMC), qui sont opérationnels 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

L'équipe responsable au sein de la Commission européenne de la déclaration des captures et du système de surveillance des navires par satellite (VMS) surveillera en temps réel les soumissions VMS et procédera à des vérifications croisées approfondies pour éviter tout dépassement potentiel des quotas.

***b) Inspection internationale conjointe (paragraphes 39-41 ; annexe 1****[[7]](#footnote-8)****)***

Le programme d'inspection internationale conjointe de l’ICCAT, tel que défini aux paragraphes 39 à 41 et à l'annexe 1 de la Rec. 16-05, a été pleinement mis en œuvre par l'UE dans l'art. 27 du règlement (UE) 2019/1154, et sa mise en œuvre opérationnelle annuelle est coordonnée par l'AECP. L’AECP coordonnera également tout échange volontaire de personnel d'inspection convenu avec d'autres CPC conformément aux dispositions de la Résolution 19-17.

*i. Programme spécifique de contrôle et d’inspection*

Sur la base du travail réalisé dans le cadre du Programme ICCAT d’inspection internationale conjointe et des expériences acquises au cours des dernières années, l'UE dispose actuellement du Programme spécifique de contrôle et d’inspection (SCIP)afin de procéder au suivi de la mise en œuvre du programme de gestion du thon rouge et de son application ainsi que du programme de rétablissement de l’espadon de la Méditerranée. Ce programme constitue une initiative conjointe qui met en commun les ressources de la Commission européenne, de l’AECP et des États membres prenant part aux pêcheries.

*ii. Plan de déploiements conjoints (JDP) pour l’Atlantique Est et la Méditerranée*

En coopération avec la Commission européenne et les États membres, l'AECP adopte chaque année des plans de déploiement conjoints (JDP). L'UE a mis en place un programme spécifique de contrôle et d'inspection pour les pêcheries exploitant les espèces de l’ICCAT dans l'Atlantique Est et la Méditerranée et pour certaines pêcheries démersales et pélagiques en Méditerranée (décision d'exécution de la Commission 2018/1986, annexe I). Dans le cadre de ce programme, la décision 2024/40 de l'AECP, modifiant la décision n°2018/030, établit un plan de déploiement commun dans l'Atlantique Est et la mer Méditerranée pour 2025. Ce plan de déploiement conjoint coordonne les activités de contrôle et d'inspection des États membres et de l'AECP et met en œuvre le programme d'inspection internationale conjointe de l’ICCAT dans l'UE. Une campagne spécifique vise les pêcheries d'espèces hautement migratoires, y compris la pêche à l'espadon en Méditerranée.

Ce plan de déploiement conjoint met en œuvre le programme spécifique de contrôle et d'inspection et couvre toutes les activités de pêche et activités connexes par des contrôles en mer et à terre, ainsi qu'à différents stades de la chaîne de commercialisation. Dans le cadre du JDP, l’AECP va coordonner en 2025 les activités conjointes d'inspection et de surveillance dans l’Atlantique Est et en Méditerranée en mobilisant des navires patrouilleurs et des avions des États membres de l’UE. L'AECP affrète également son propre navire de patrouille de pêche hauturière et a ses propres capacités de surveillance aérienne. Bien que les stratégies opérationnelles et les zones d'opération précises restent confidentielles, les zones couvertes par le JDP 2025 seront l'Atlantique oriental (zones CIEM VII, VIII, IX, X et division FAO (COPACE) 34.1.2) et la Méditerranée (sous-zones FAO 37.1, 37.2 et 37.3). Les opérations de contrôle porteront en particulier, mais pas exclusivement, sur la pêche à la palangre et les débarquements du stock d'espadon de la Méditerranée.

En 2025, l'UE mènera un minimum de 532 jours d'activités de contrôle et d'inspection en mer et environ 24 jours de surveillance aérienne, ce qui reflète le nombre de jours consacrés à des campagnes spécifiques dans le cadre du JDP par l'AECP et les États membres de l'UE qui pêchent activement l'espadon de la Méditerranée.

Un Comité directeur du JDP, composé des représentants de l'AECP, de la Commission européenne et des États membres de l’UE, oriente la stratégie globale des activités d’inspection et supervise la mise en œuvre du JDP. Les priorités en matière de stratégie et de contrôle se basent sur une évaluation des risques menée tous les ans par les États membres de l’UE et coordonnée par l'AECP.

Tous les cas de non-application potentielle seront notifiés à l’État de pavillon du navire/de l’opérateur concerné et au Secrétariat de l’ICCAT, conformément aux procédures établies dans les recommandations pertinentes respectives de l’ICCAT.

L'AECP coopère également avec l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA) et FRONTEX (Agence européenne des garde-frontières et des garde-côtes) pour soutenir les autorités nationales qui remplissent les fonctions de garde-côtière en leur fournissant des services, des informations, des équipements et des formations, tout en coordonnant des opérations polyvalentes. Au nombre des outils utilisés pour appuyer ces opérations polyvalentes, citons le service IMS de l’AECP (Service maritime intégré) qui est une application qui fournit une image maritime intégrée basée sur la fusion en temps réel du VMS, du système automatique d'identification (AIS) et d'autres données maritimes.

*iii. Plans d’inspection annuels des États membres*

Conformément à l'article 26 du règlement (UE) n°1154/2019 et conformément au paragraphe 6 de la Rec. 16-05, chaque État membre de l'UE concerné a élaboré et soumis un plan d'inspection de l’ICCAT au titre de 2025 dans le cadre de son programme de contrôle national pour l'espadon de la Méditerranée. Il s'agit de vastes programmes contenant une description des ressources et les stratégies d'inspection que les États membres s'engagent à mettre en œuvre dans leur juridiction.

Ces programmes, conformément au programme spécifique de contrôle et d'inspection (voir ci-dessus), comprennent une série de « référentiels » d'inspection conformes aux points suivants :

a) la surveillance des inspections en mer dans l'UE et dans les eaux internationales sur la base d'un pourcentage minimal d'inspections en mer effectuées sur les navires en fonction du risque identifié pour le secteur ;

b) le contrôle des mesures techniques et en particulier des périodes de fermeture (pour l'espadon de la Méditerranée et le germon méditerranéen) ; et

c) la surveillance des inspections au débarquement, y compris les inspections au débarquement et au premier point de vente, sur la base d'un pourcentage minimal d'inspections au débarquement.

Ces programmes nationaux sont pleinement conformes aux mesures de conservation et de gestion adoptées dans la Rec. 16-05.

**Plan de gestion de la capacité (paragraphes 6-10)**

Cf. tableau ci-après.

.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Flottilles de navires MED-SWO** |  | | **Flottille totale (navires)** | | | | | | |
| **Type** | **Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)** | **Nombre de navires pendant la période de référence**  **(Année 2016)** | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Palangrier de plus de 40 m | 3 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier entre 24 et 40 m | 121 | 18 | 16 | 16 | 16 | 16 | 11 | 13 | 13 |
| Palangrier de moins de 24m | 5559 | 1836 | 1652 | 1625 | 1618 | 1606 | 1401 | 1466 | 1392 |
| Ligne à main | 50 | 58 | 51 | 51 | 52 | 62 | 71 | 15 | 48 |
| Harpon | 86 | 13 | 13 | 14 | 14 | 14 | 11 | 15 | 16 |
| Pêche sportive/récréative (canne et moulinet) | 5822 | 5463 | 5464 | 5464 | 5464 | 5023 | 5464 | 5464 | 1096 |
| Madrague | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre (à préciser) | 1875 | 1566 | 269 | 279 | 262 | 282 | 282 | 287 | 312 |
| Nombre total de navires < 7m | 6574 | 4557 | 3847 | 3834 | 3819 | 3482 | 3623 | 3793 | 1327 |
| Nombre total de navires> 7m | 6945 | 4401 | 3618 | 3615 | 3606 | 3521 | 3595 | 3130 | 1550 |
| Flottille totale | 13518 | 8958 | 7465 | 7449 | 7426 | 7003 | 7218 | 7255 | 2877 |
| Quota |  |  | 6972,52 | 6763,35 | 6560,44 | 6363,64 | 6363,64 | 6363,64 | 6363,64 |
| **Quota ajusté (le cas échéant)** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Maroc**

**Année du plan de pêche : 2025**

**1. Introduction**

Conformément aux dispositions de la Recommandation 16-05, le Maroc présente son plan de pêche au titre de l’année 2025 dans la zone de la Méditerranée.

En application des allocations de pêche adoptées par l’ICCAT lors de la réunion intersessions de la Sous-commission 4 tenue à Madrid en février 2017 et la Recommandation 24-11, le niveau de quota national au titre de l’année 2025 dans la zone de la Méditerranée s’élève à 896,47 tonnes, soit le même quota que l’année 2024. Ce quota sera réparti entre les différents segments opérationnels ciblant l’espadon, à savoir : le segment artisanal et côtier.

Au Maroc, l’activité de pêche de l’espadon de la Méditerranée est régie par les dispositions de la Recommandation 16-05 établissant un programme pluriannuel de rétablissement pour l’espadon de la Méditerranée et l’Arrêté n° 1112-22 du 14 avril 2022 relatif au plan d’aménagement et de gestion de la pêcherie de l’espadon (*Xiphias gladius*).

**2. Détails du plan de pêche**

Conformément aux dispositions du plan de gestion de la capacité de pêche national tel qu'établi par les articles 6 à 10 de la Recommandation 16-05 de l’ICCAT, la capacité de pêche maximale autorisée à pêcher l’espadon de la Méditerranée est comme suit :

Les captures des barques de la pêche artisanale et des navires de la pêche côtière autorisés par l’administration marocaine à pêcher l’espadon de la Méditerranée, sont comptabilisées dans la limite du quota alloué au Maroc par l’ICCAT.

Les barques artisanales pêchant l’espadon sont au nombre de 2.972 embarcations dont la jauge brute ne dépasse pas 3 TJB et une puissance motrice moyenne est de 30 CV. La flotte côtière pêchant l’espadon compte environ 219 palangriers. Ces navires sont généralement d’une longueur hors-tout moyenne de 19 m et d’une puissance motrice moyenne de 210 cv avec un tonnage inférieur à 150 TJB.

Les barques et navires côtiers autorisés à pêcher activement l’espadon utilisent la ligne à main et la palangre dérivante de surface tout en respectant les exigences de la Recommandation 16-05.

Le quota de pêche de l’espadon de la Méditerranée au titre de la saison de pêche 2025 est un quota olympique. Les unités de pêche capturent l’espadon jusqu’à épuisement du quota alloué au Maroc par l’ICCAT.

Le Royaume du Maroc s’engage à appliquer toutes les dispositions de la Recommandation 16-05 durant la campagne de pêche 2025.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Exigence ICCAT*  *(cf.* [*Rec. 16-05*](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2016-05-f.pdf)*)* | *Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre* | *Législation ou règlementations nationales pertinentes (selon le cas)* |
| **1** | **Plan de développement de la flottille (paragraphe 9)** | La liste des navires côtiers et barques artisanales capturant l’espadon de la Méditerranée est enregistrée au niveau du Registre ICCAT SWO MED. | Ces unités sont enregistrées dans le registre national d’immatriculation de la flotte et disposant d’une licence de pêche conformément au Décret n°02-92-1026 du 29 décembre 1992 tel que modifié et complété fixant les conditions et les modalités de délivrance et de renouvellement des licences de pêche dans la ZEE. |
| **2** | **Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragraphes 11-13)** | La fermeture de la saison de pêche est appliquée pour la période allant du 1er octobre au 30 novembre et durant la période additionnelle d'un mois du 15 février au 15 mars. | Arrêté n° 1112-22 du 14 avril 2022 relatif au plan d’aménagement et de gestion de la pêcherie de l’espadon (*Xiphias gladius*). |
| **3** | **Pêcheries récréatives et sportives (paragraphes 21-26)** | Actuellement, le Maroc n’engage pas de pêches récréative et sportive, mais elles pourront être développées pour les années à venir. | Dahir n° 1-14-95 du 12 mai 2014 portant promulgation de la loi n° 15-12 relative à la prévention et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et modifiant et complétant le dahir portant loi n°1-73-255 du 23 novembre1973 formant règlement sur la pêche maritime. |
| **4** | **Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragraphe 30)** | Les prises accessoires d’espadon de la Méditerranée par les autres navires non autorisés à pêcher activement l’espadon de la Méditerranée, est de 0,3% (2,47 tonnes) du quota alloué au Maroc. Ces prises sont déduites et comptabilisées du quota alloué au Maroc par l’ICCAT au titre de la saison 2025. | Arrêté n° 1112-22 du 14 avril 2022 relatif au plan d’aménagement et de gestion de la pêcherie de l’espadon (*Xiphias gladius*). |
| **5** | **Enregistrement et déclaration de la capture (paragraphes 35-37)** | Transmission au Secrétariat de l’ICCAT des prises trimestrielles de l’espadon.  Déclaration au Secrétariat de l’ICCAT des dates de fermeture de la pêcherie de l’espadon (en cas d’atteinte du quota). |  |
| **6** | **Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragraphe 34)** | Un contrôle au niveau des ports de débarquement, sites de pêche et halles au poisson avec obligation de pesée effective des débarquements de la flottille de la pêche artisanale et côtière avant la première vente.  Un système de déclaration obligatoire des captures au débarquement et un suivi du flux de commercialisation moyennant la procédure de certification des captures.  Utilisation du programme de document statistique ICCAT-Espadon |  |
| **7** | **Observateur scientifique de la CPC (paragraphe 44)** | Les navires, de plus de 15 m, ne pêchent pas activement l’espadon de la Méditerranée. Par conséquent, les observateurs nationaux ne seront pas déployés. |  |
| **8** | **Autres exigences :**  **Taille minimale (paragraphes 14-17)** | La prise, la rétention à bord, le débarquement, le transport, le stockage, la vente, l’exposition ou la proposition de vente d'espadon de la Méditerranée dont le poids est inférieurs à 12,6 kg ou mesurant moins de 100 cm de longueur maxillaire inférieur-fourche (LJFL) sont interdits. Une prise accidentelle autorisée de 5% maximum en nombre de l’espadon de la Méditerrané capturés en dessous de la taille minimale.  Tout espadon inférieur à la taille minimale serait enregistré et déduit du quota alloué au Maroc. | L’arrêté du Ministre des Pêches Maritimes et de la Marine Marchande n°1154-88 du 20 safar 1409 (3 octobre 1988) fixant la taille marchande minimale des espèces pêchées dans les eaux maritimes marocaines tel que modifié et complété par l’arrêté ministériel N° n°3935-21 du 24 décembre 2021 |
| **9** | **Autres exigences :**  **Liste des ports autorisés pour l’espadon de la Méditerranée (paragraphe 31)** | Transmission au Secrétariat de l’ICCAT du CP24 relatif aux ports désignés pour le débarquement de l’espadon Méditerranée au titre de la saison 2025 :   * Liste des ports désignés pour le débarquement et le transbordement de l’espadon pour la saison 2025 : Tanger Ville. * Liste des ports désignés uniquement pour le débarquement de l’espadon pour la saison 2025 : Al Hoceima, Asilah, Jebba Ksar Sghir, Mdiq, Nador et Ras kebdana. |  |

**Plan d'inspection**

***a) Inspection et contrôle de la CPC (paragraphe 13)***

Les modalités de suivi, contrôle et surveillance de pêche interviendront conformément à la réglementation nationale et aux dispositions des Recommandations de l’ICCAT en matière de contrôle et inspection, notamment celles de la Recommandation 16-05. Ces modalités qui rentrent dans le cadre du plan national de contrôle des activités de la pêche maritime porteront des mesures relatives aux actions suivantes :

* Le suivi et le contrôle des débarquements de la flottille côtière et artisanale avec obligation de pesée effective avant la première vente et respect du système de documentation des captures mis en place au niveau national. Ce système de documentation national permet le contrôle par recoupement systématique direct entre la déclaration des captures au débarquement et les données de la première vente et permet un outil supplémentaire de vérification pour la validation des documents statistiques ICCAT ;
* La surveillance par VMS des navires de pêche assujettis effectuée par le FMC du Département de la pêche avec une disponibilité en ligne en temps réel des données de position pour l’administration régionale des pêches maritimes (les Délégations des Pêches Maritimes) ;
* L’instauration d’un processus de communication et d’enregistrement des informations de pêche, notamment via la mise en application du programme de documents statistiques de l’ICCAT,
* L’application des dispositions relatives aux mesures d’inspection au port des navires étrangers et le respect des engagements internationaux du Royaume du Maroc auprès de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique.

La surveillance en mer est aussi assurée par les autres autorités habilitées dans le cadre des attributions conférées par la règlementation nationale.

***b) Inspection internationale conjointe (paragraphes 39-41 ; annexe 1[[8]](#footnote-9))***

Le Royaume du Maroc ne compte pas de navires de capture prenant part à des activités de pêche dirigées sur l’espadon de la Méditerranée hors ZEE (eaux internationales).

Par conséquent, le Royaume du Maroc ne détachera pas de navire d'inspection.

**Plan de gestion de la capacité (paragraphes 6-10)**

Cf. tableau ci-après.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Flottille de navires**  **MED-SWO** | **En choisir un** | | **Flottille totale (navires)** | | | | | | |
| **Type** | **Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)** | **Nombre de navires dans période de référence (année 2016)** | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Palangrier de plus de 40m |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier entre 24 et 40 m |  | 30 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Palangrier de moins de 24 m |  | 389 | 279 | 279 | 212 | 212 | 212 | 218 | 218 |
| Ligne à la main |  | 2936 | 3244 | 2838 | 3016 | 2977 | 2975 | 2972 |  |
| Harpon |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sportive/récréative (canne et moulinet) |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Madrague |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre (à spécifier) |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre total de navires < 7 m |  | 2912 | 3220 | 2814 | 2882 | 2905 | 2903 | 2871 | 2871 |
| Nombre total de navires > 7 m |  | 443 | 303 | 303 | 347 | 285 | 285 | 320 | 320 |
| Flottille totale |  | 3355 | 3523 | 3117 | 3229 | 3190 | 3188 | 3191 | 3191 |
| Quota |  |  | 982,26 | 952,79 | 924,2 | 896,47 | 896,47 | 896,47 | 896,47 |
| **Quota ajusté (le cas échéant)** |  |  | **933,15** | **930,79** | **912,9** | **894,00\*** | **894,00\*** | **894,00\*** | **894,00\*** |

\* : Un montant de 0,3% du quota, soit 2,47 tonnes, déduit du quota national, est réservé aux éventuels dépassements du quota et aux éventuels rejets morts de l’espadon.

**Tunisie**

**Année du plan de pêche : 2025**

**1. Introduction**

La Tunisie, dotée d'une flottille artisanale spécialisée dans la capture de l'espadon, opère au moyen d'embarcations côtières dont les dimensions varient entre 3,7 et 19 mètres, avec une minorité (10 %) dépassant 15 mètres, le total de ces embarcations s'élevant à 709 unités.

Le cadre réglementaire de la pêche à l'espadon en Tunisie s'appuie sur un ensemble de dispositions législatives et réglementaires, incluant :

* La Convention internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, en particulier la Recommandation 16-05 instituant un programme de réhabilitation pluriannuel pour l'espadon de la Méditerranée,
* La loi n° 94-13 du 31 janvier 1994, qui régit les activités de pêche,
* L'arrêté du ministre de l’Agriculture du 28 septembre 1995, qui structure l'organisation des activités de pêche,
* L'arrêté du ministre de l’Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche du 27 décembre 2024, abrogeant l'arrêté daté du 22 avril 2019 qui spécifie les modalités de la pêche à l'espadon, la période de fermeture ainsi que l’appât utilisé.

L'exploitation de cette ressource halieutique est conditionnée par l'octroi d'une autorisation de pêche côtière, émise par les autorités compétentes. Cette autorisation couvre une variété de stocks d'espèces, capturés au moyen de dispositifs sélectifs, incluant notamment la palangre. Les pêcheurs s'engagent à respecter scrupuleusement les périodes d'interdiction de pêche, évitant la capture de l'espadon durant ces fenêtres temporelles. Principalement, les prises sont destinées à la consommation locale.

De surcroît, des règlements spécifiques ont été adoptés, proscrivant la pêche de l'espadon sur une période continue de trois mois, du 1er janvier au 31 mars de chaque année. Les unités de pêche utilisant la palangre et ciblant l’espadon doivent respecter les spécifications techniques ci-après :

* Le nombre maximum d’hameçons utilisés ne doit pas dépasser 2.500 unités pour chaque navire de pêche,
* La taille de l'hameçon ne doit pas être inférieure à 7 cm de hauteur,
* Utiliser des appâts entiers constitués exclusivement de poissons à nageoires.

Une taille minimale de capture a été définie à 100 cm, mesurée du bout du maxillaire inférieur à l'extrémité postérieure du rayon caudal le plus court, tel qu'établi par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2024. Pour l'année 2025, le quota de pêche de l'espadon attribué à la Tunisie est fixé à 865,37 tonnes.

**2. Détails du plan de pêche**

La pêche de l'espadon est réalisée au moyen de la palangre pélagique, et la gestion de cette activité est régie par les dispositions de la Recommandation 16-05 de l'ICCAT ainsi que par la législation nationale en vigueur. Le quota attribué à la Tunisie, fixé à 865,37 tonnes, ne sera pas distribué individuellement à chaque navire, mais s'appliquera à l'ensemble de la flotte de pêche côtière enregistrée dans le registre des navires de l'ICCAT.

La saison de pêche sera close dès l'épuisement du quota national. Une circulaire sera alors diffusée à tous les services compétents pour informer de l'interdiction de la pêche, du débarquement, du transport et de la transformation de l'espadon.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Exigence ICCAT*  *(cf.* [*Rec. 16-05*](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2016-05-f.pdf)*)* | *Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre* | *Législation ou règlementations nationales pertinentes (selon le cas)* | *Note* |
| **1** | **Plan de développement de la flottille (paragraphe 9)** | * Le programme de pêche à l'espadon est conçu pour assurer le respect strict du quota alloué à la Tunisie, en adéquation avec les exigences pertinentes de la législation et de la réglementation nationales, ainsi qu'avec les directives émises par l'ICCAT, en particulier la Recommandation 16-05. * Depuis l'initiation de ce programme, la Tunisie a intensifié ses efforts auprès des autorités régionales afin de mettre à jour le registre des navires autorisés à cibler l'espadon, entraînant une révision de l'effectif de la flotte potentielle. Par ailleurs, en 2024, le nombre de ces navires a été ajusté à 709. | * Loi n° 94-13 du 31 janvier 1994 relative à l’exercice de pêche et ses amendements * Décret n° 99-2130 du 27 septembre 1999 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative pour l’organisation de l’exercice de la pêche, tel que modifié par le décret n° 2004-2138 et ses amendements. * Décret n° 99-2129 du 27 septembre 1999 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative d'octroi des autorisations de construction et d'importation d'unités de pêche et ses amendements. |  |
| **2** | **Choix de la fermeture des saisons de pêche (paragraphes 11-13)** | La pêche d’espadon est interdite du 1er janvier jusqu’au 31 mars de chaque année. | * Loi n° 94-13 du 31 janvier 1994 relative à l’exercice de pêche et ses amendements. * Arrêté du ministre de l’Agriculture du 27 décembre 2024 relatif à l’organisation de la pêche de l’espadon. |  |
| **3** | **Pêcheries récréatives et sportives (paragraphes 21-26)** | Aucune pêche sportive et récréative ne sera permise. | - Loi n° 94-13 du 31 Janvier 1994 relative à l’exercice de pêche et ses amendements.  - Arrêté du ministre de l’Agriculture du 28 septembre 1995 relatif à l’organisation des activités de pêche. |  |
| **4** | **Allocation de prises accessoires et détail des limites par navire/opération (paragraphe 30)** | La Tunisie possède une pêcherie espadonnière artisanale pêchant au moyen d’unités côtières moyennant différents types d’engins dont la palangre.  Le droit d’accès à cette ressource est soumis à une autorisation de pêche côtière délivrée par l’autorité compétente.  Cette autorisation n’est pas spécifique à l’espadon puisque ce segment de la flottille cible plusieurs stocks d’espèces moyennant différents types d’engins sélectifs dont la palangre et aucun quota individuel n’est distribué. Toutefois, l’autorité compétente veille à ce que les pêcheurs respectent les périodes de fermeture de pêche, la taille réglementaire et le nombre d’hameçons par bateau de pêche. | - Loi n° 94-13 du 31 janvier 1994 relative à l’exercice de pêche et ses amendements.  - Arrêté du ministre de l’Agriculture du 27 décembre 2024 relatif à l’organisation de la pêche de l’espadon. |  |
| **5** | **Enregistrement et déclaration de la capture (paragraphes 35-37)** | Le nombre des jours en mer des navires (petites embarcations) pêchant activement l‘espadon ne dépasse pas une semaine. Le capitaine du navire de pêche enregistre les informations relatives aux opérations de pêche dans le journal de pêche. Une copie de ce dernier est délivrée à l’autorité compétente lors du débarquement. | Loi N° 94-13 du 31 janvier 1994 relative à l’exercice de pêche. |  |
| **6** | **Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragraphe 34)** | Les inspections aux ports sont assurées par les services de la pêche chargés de contrôle des débarquements d’espadon, des engins de pêche et des documents de bord. | - Loi N° 94-13 du 31 janvier 1994 relative à l’exercice de pêche et ses amendements.  - Arrêté du ministre de l’Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche du 26 juin 2015, fixant le type des instruments permettant le recueil des informations instantanées relatives aux positions des unités de pêche en mer et les unités devant en être équipées. |  |
| **7** | **Observateur scientifique de la CPC (paragraphe 44)** | Les navires de pêche d’espadon de longueur supérieure à 15 m, comme tous les autres navires de pêche côtière, ne ciblent pas seulement l’espadon c’est pourquoi le déploiement d’un observateur scientifique à bord de ces navires n’est pas prévu. | - Loi n° 94-13 du 31 janvier 1994 relative à l’exercice de pêche et ses amendements.  - Arrêté du ministre de l’Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche du 26 juin 2015, fixant le type des instruments permettant le recueil des informations instantanées relatives aux positions des unités de pêche en mer et les unités devant en être équipées. | Un programme de suivi scientifique de la pêcherie d’espadon est lancé. Il est basé sur la collecte de données scientifiques au moment de débarquement dans les principaux ports de production. |
| **8** | **Autres exigences (spécifier)** |  |  |  |

**Plan d'inspection**

***a) Inspection et contrôle de la CPC (paragraphe 13)***

Pendant la période d'interdiction de la pêche à l'espadon, les activités d'inspection en mer sont diligentées par des fonctionnaires nationaux qualifiés, incluant les gardes-pêche, les agents de la Garde nationale maritime, les officiers de la marine nationale et les représentants de la douane tunisienne. Pour assurer une surveillance accrue, des campagnes de contrôle conjointes entre les autorités de la pêche et diverses entités (Garde nationale maritime, marine nationale, ministère du commerce, municipalités, douane) seront renforcées. Ces missions de contrôle, spécifiquement planifiées durant la fermeture saisonnière, se dérouleront aussi bien dans les zones de débarquements et les ports de pêche, ainsi que dans les circuits de distribution des produits de la pêche afin de veiller à l'application rigoureuse des règlementations établies.

***b) Inspection internationale conjointe (paragraphes 39-41 ; annexe 1[[9]](#footnote-10))***

Les navires de capture n'orientent pas leurs activités exclusivement vers la pêche à l'espadon, mais opèrent de manière polyvalente. En effet, la Tunisie n'envisage pas de déployer un navire d'inspection spécifiquement dédié à cette pêcherie dans la zone de la convention.

**Plan de gestion de la capacité (paragraphes 6-10)**

Cf. tableau ci-après.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Flottille de navires**  **MED-SWO** | **En choisir un** | | **Flottille totale (navires)** | | | | | | |
| **Type** | **Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)** | **Nombre de navires dans période de référence (année 2016)** | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Palangrier de plus de 40m | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier entre 24 et 40 m | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier de moins de 24 m | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ligne à la main | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Harpon | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sportive/récréative (canne et moulinet) | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Madrague | 0 |  | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre (à spécifier) | 402 |  | 801 | 859 | 818 | 713 | 710 | 709 | 709 |
| Nombre total de navires < 7 m | 4 |  | 28 | 28 | 21 | 21 | 16 | 17 | 17 |
| Nombre total de navires > 7 m | 398 |  | 773 | 831 | 797 | 692 | 694 | 692 | 692 |
| Flottille totale | 402 |  | 801 | 859 | 818 | 713 | 710 | 709 | 709 |
| Quota |  |  | **948,14** | **914,71** | **892,13** | **865,37** | **865,37** | **865,37** | **865,37** |
| **Quota ajusté (le cas échéant)** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

**Türkiye**

**Année du plan de pêche : 2025**

**1. Introduction**

Un quota de 378,69 t d'espadon méditerranéen pour la Türkiye sera attribué à 123 navires de pêche d’espadon de la Méditerranée détenteurs de permis de pêche spéciaux pour l'année 2025. 10% du quota sera attribué aux pêcheries côtières artisanales. Aucune activité ne sera envisagée pour les pêcheries sportives et récréatives ciblant l’espadon de la Méditerranée. La répartition du nombre autorisé de bateaux de pêche par type d'engin en 2025 est fournie dans le présent plan.

La pêcherie d'espadon de la Méditerranée sera réglementée par la mise à jour de la notification ministérielle nº6/1 réglementant les pêcheries commerciales. La notification ministérielle est basée sur la loi sur la pêche n°1380[[10]](#footnote-11) et le règlement n°4988 a été publié pour être appliqué pendant la période du 01/09/2024 au 31/08/2028.

**2. Détails du plan de pêche**

Les détails de tous les groupes d'engins de pêche capturant l'espadon de la Méditerranée, y compris le nombre total de navires dans chaque groupe, sont fournis dans le présent plan.

Les quotas individuels seront attribués conformément aux critères élaborés au niveau national en tenant compte des performances passées des navires de pêche ainsi que des aspects régionaux et socio-économiques des pêcheries côtières artisanales en Türkiye.

Un système de déclaration qui obligerait les pêcheurs à consigner et à faire un rapport dans les 48 heures au ministère de l’agriculture et la sylviculture (MoAF) après chaque débarquement sera obligatoire. Le système de déclaration comprend des contrôles réguliers des débarquements et des vérifications seront effectuées pour surveiller et contrôler les captures et pour s'assurer que les quotas des navires et des groupes d'engins sont respectés.

|  | *Exigence ICCAT*  *(cf.* [*Rec. 16-05*](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2016-05-f.pdf)*)* | *Explication des actions entreprises par la CPC à des fins de mise en œuvre* | *Législation ou règlementations nationales pertinentes (selon le cas)* | *Note* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **1** | **Plan développement des flottilles (paragraphe 9)** | Non applicable | Non applicable |  |
| **2** | **Choix des fermetures de la saison de pêche (paragraphes 11-13)** | Fermetures saisonnières :  15 février – 15 mars  1er octobre-30 novembre  Conformément au paragraphe 8 de la Rec. 22-05 de l’ICCAT, les périodes de fermeture pour le germon de la Méditerranée seront mises en œuvre « du 1er octobre au 30 novembre » et « du 15 février au 15 mars ». | Notification ministérielle nº6/1 régissant les pêcheries commerciales (article 25) |  |
| **3** | **Pêcheries récréatives et sportives (paragraphes 21-26)** | Aucun quota spécifique n'est attribué aux pêcheries récréatives et sportives. | Non applicable |  |
| **4** | **Allocation de prises accessoires et information sur les limites par navire/opération (paragraphe 30)** | La limite maximale de capture accessoire par navire et par opération de pêche ne doit pas dépasser 5 %. La capture accessoire en question devra être déduite du TAC de la Türkiye. | Article 18 de la notification ministérielle nº6/1 régissant les pêcheries commerciales |  |
| **5** | **Enregistrement et déclaration de la capture**  **(paragraphes 35-37)** | Les navires de capture d’espadon de la Méditerranée autorisés de plus de 15 m de longueur hors-tout devront enregistrer, notifier et communiquer sans retard au Ministère (soit par des carnets électroniques ou reliés, soit par d'autres moyens) des rapports de capture hebdomadaires contenant des détails pertinents sur les captures d’espadon de la Méditerranée (détails spatiaux, temporels et biologiques) à la suite d'une opération de pêche donnée.  Le Ministère devra soumettre une compilation des rapports de capture hebdomadaires au Secrétariat de l'ICCAT tous les trimestres, conformément au format requis. | Article 49, paragraphe 9, de la notification ministérielle nº6/1 régissant les pêcheries commerciales |  |
| **6** | **Mesures prises pour contrôler les débarquements (paragraphe 34)** | Les inspecteurs ministériels devront effectuer des inspections et des vérifications régulières aux points de débarquement afin de s'assurer de la validité des captures et du niveau d’application des quotas individuels, des limites des prises accessoires et d'autres règles. | Loi sur la pêche n° 1380. |  |
| **7.** | **Observateur scientifique des CPC (paragraphe 44)** | Les observateurs scientifiques devront être déployés sur au moins 5% des palangriers pélagiques de plus de 15 mètres de longueur hors-tout.  De plus, les inspecteurs ministériels accompagnés d'observateurs scientifiques devront effectuer des vérifications régulières aux points de débarquement les plus fréquentés et les plus opérationnels afin de représenter 10% du total des points de débarquement, de manière à améliorer la collecte et l'échantillonnage des données. | Article 49, paragraphe 25, de la notification ministérielle nº6/1 régissant les pêcheries commerciales |  |
| **8.** | **Autres exigences (spécifier)** | Réglementations techniques :   * Il est interdit de capturer des espadons de moins de 110 cm. * Pour capturer de l'espadon, il est obligatoire que les navires de pêche obtiennent un « permis de pêche » auprès de la direction provinciale délivrant la licence du navire. Les demandes de permis de pêche spécial de l’espadon présentées par les pêcheurs sont soumises à des critères techniques. Lorsqu'une demande présentée est approuvée par le Ministère, l'information afférente au permis spécial est simultanément enregistrée dans le système informatique des pêcheries (FIS) opéré par le Ministère. * Pour la pêche palangrière des thonidés et de l'espadon, seuls les hameçons ayant une largeur d'ouverture de 2,8 cm et les hameçons circulaires plus grands sont permis. L’utilisation d’hameçons circulaires dont la pointe ne présente pas de courbure supérieure à 10 degrés a également été adoptée (conformément à la Rec. 22-12 de l’ICCAT).   Pendant la saison de fermeture, les pêcheurs d'espadon de la Méditerranée se consacrent à d'autres types de pêche côtière, au chalutage et aux activités touristiques ou d'aquaculture.  Conformément au paragraphe 12 de la Rec.16-05, la Türkiye mettra en œuvre les périodes de fermeture pour les palangriers ciblant le germon de la Méditerranée du 1er octobre au 30 novembre et du 15 février au 15 mars. | Notification ministérielle nº6/1 régissant les pêcheries commerciales (articles 15, 17 et 25)  Notification ministérielle nº6/2 (article 15) |  |

**Plan d'inspection**

***a) Inspection et contrôle de la CPC (paragraphe 13)***

L'inspection et les contrôles ont représenté l'activité principale du MoAF en vue de garantir l'efficacité de la fermeture de la saison et les réglementations sur la taille s'appliquant à l'espadon de la Méditerranée. Les activités d'inspection, encore en cours, se concentrent dans les zones de pêche potentielles, les points de débarquement et les marchés de détail et de gros. Les inspecteurs ministériels devront effectuer des inspections et des vérifications régulières aux points de débarquement afin de s'assurer de la validité des captures et du niveau d’application des quotas individuels, des limites des prises accessoires et d'autres règles.

Dans ce contexte, 717,724 kg d'espadon de la Méditerranée ont été saisis en 2024 suite aux inspections réalisées par les inspecteurs du MoAF dans plusieurs provinces côtières. Un total de 301,87 kg d'espadon de la Méditerranée a été saisi par les inspecteurs ministériels en 2023.

Conformément aux dispositions pertinentes de la Rec. 16-05 de l'ICCAT, une liste des points désignés de débarquement d’espadon de la Méditerranée a été fournie et communiquée à l'ICCAT le 19 mars 2025.

En 2002 et 2003, l'Union européenne et l'ICCAT ont mis à exécution une recommandation interdisant l'utilisation de filets dérivants dans la Méditerranée. Après cela, l'utilisation du filet dérivant en Türkiye a également été frappée d'interdiction en 2006. Ultérieurement, la Türkiye a fait part de sa volonté d'éradiquer l'utilisation du filet dérivant modifié par le biais de la circulaire de l’ICCAT nº3225/2010. En conséquence, l’utilisation de tous les filets dérivants modifiés a été interdite à partir du 1er juillet 2011. En conséquence, tous les navires de pêche équipés de filets dérivants modifiés se sont vus dans l'obligation de changer leurs engins de pêche conformément aux dispositions de la Notification révisée nº2/1 régissant la pêche commerciale. Le MoAF a poursuivi ses efforts en vue de promouvoir l'emploi de méthodes de pêche et d'un engin de pêche plus sélectifs par la majorité des pêcheurs d'espadon turcs, ainsi que plusieurs activités de formation à l’échelle régionale.

***b) Inspection internationale conjointe (paragraphes 39-41 ; annexe 1****[[11]](#footnote-12)****)***

Des inspecteurs de la garde-côtière turque ont été formés afin de participer activement aux inspections concernant l'espadon de la Méditerranée dans le contexte du programme ICCAT d'inspection internationale conjointe (IJIS).

La Türkiye prévoit de poursuivre sa participation volontaire de longue date au programme ICCAT d'inspection internationale conjointe en 2025. À cet égard, le Commandement de la garde-côtière turque (TCGC) prévoit de désigner 79 navires d'inspection, 17 moyens de contrôle aérien (hélicoptères / avions) et 432 inspecteurs sur le terrain pendant la campagne de pêche de thon rouge de l’Est de 2025. En outre, le commandement des forces navales turques devrait participer au programme d'inspection de 2025 en affectant 48 navires d'inspection et 115 inspecteurs.

De surcroît, un navire d'inspection supplémentaire, à savoir le *AKDENİZ ARAŞTIRMA 1*, qui a été détaché par le MoAF, contribuera également aux activités menées dans la région dans le cadre du Programme ICCAT d’inspection internationale conjointe.

Sur la base d'une approche d'analyse des risques, il est prévu de se consacrer principalement en 2025 aux lieux de majeure concentration des navires de pêche au cours des saisons antérieures.

Les moyens d’inspection en mer devront être déployés sur les lieux de pêche d’espadon de la Méditerranée qui sont déterminés selon les données de l’évaluation des risques de 2024.

**Plan de gestion de la capacité (paragraphes 6-10)**

Cf. tableau ci-après.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Flottilles de navires MED-SWO** |  | | **Flottille totale (navires)** | | | | | | |
| **Type** | **Nombre de navires dans période de référence (moyenne 2013-2016)** | **Nombre de navires pendant la période de référence**  **(année 2016)** | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Palangrier de plus de 40m | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier entre 24 et 40 m | 9 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Palangrier de moins de 24 m | 235 | 230 | 217 | 204 | 204 | 193 | 111 | 103 | 94 |
| Ligne à la main | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Harpon | 30 | 26 | 20 | 18 | 15 | 15 | 15 | 20 | 29 |
| Sportive/récréative (canne et moulinet) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Madrague | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre (à spécifier) | 7.015 | 6.704 | 6.252 | 6.133 | 6.063 | 6.063 | 6.063 | 6.063 | 6.063 |
| Nombre total de navires < 7 m | 7.015 | 6.704 | 6.252 | 6.133 | 6.063 | 6.063 | 6.063 | 6.063 | 6.063 |
| Nombre total de navires > 7 m | 277 | 267 | 237 | 222 | 219 | 219 | 219 | 113 | 107 |
| Flottille totale | 7.292 | 6.971 | 6.489 | 6.355 | 6.282 | 6.129 | 6.129 | 6.176 | 6.170 |
| Quota |  |  | 415 | 402 | 390,4 | 378,69 | 378,69 | 378,69 | 378,69 |
| **Quota ajusté (le cas échéant)** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

1. Telle que modifiée par la [Rec. 22-20](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2022-20-f.pdf). [↑](#footnote-ref-2)
2. Telle que modifiée par la [Rec. 22-20](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2022-20-f.pdf). [↑](#footnote-ref-3)
3. Règlement (UE) 2019/1154 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif à un programme pluriannuel de rétablissement du stock d'espadon de la Méditerranée [↑](#footnote-ref-4)
4. Règlement (UE) 2023/2842 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant le règlement (CE) n° 1224/2009 du Conseil et modifiant les règlements (CE) n° 1967/2006 et (CE) n° 1005/2008 du Conseil et les règlements (UE) 2016/1139, (UE) 2017/2403 et (UE) 2019/473 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le contrôle de la pêche. [↑](#footnote-ref-5)
5. Décision d'exécution (UE) 2018/1986 de la Commission du 13 décembre 2018 établissant des programmes spécifiques d'inspection et de contrôle pour certaines pêcheries. [↑](#footnote-ref-6)
6. Règlement (UE) 2017/1004 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif à l’établissement d’un cadre de l’Union pour la collecte, la gestion et l’utilisation de données dans le secteur de la pêche et le soutien aux avis scientifiques sur la politique commune de la pêche. [↑](#footnote-ref-7)
7. Telle que modifiée par la [Rec. 22-20](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2022-20-f.pdf). [↑](#footnote-ref-8)
8. Telle que modifiée par la [Rec. 22-20](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2022-20-f.pdf). [↑](#footnote-ref-9)
9. Telle que modifiée par la [Rec. 22-20](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2022-20-f.pdf). [↑](#footnote-ref-10)
10. La loi sur la pêche (n°1380) est la principale législation qui couvre les questions liées à la protection, à la production et au contrôle de la pêche et des produits de la pêche. [↑](#footnote-ref-11)
11. Telle que modifiée par la [Rec. 22-20](https://www.iccat.int/Documents/Recs/compendiopdf-f/2022-20-f.pdf). [↑](#footnote-ref-12)